



ENDA ENERGIE



COP27
SHARM EL-SHEIKH
EGYPT 2022

COP 27 :

Le **MOMENT** de la Justice climatique et des communautés vulnérables

NOTE DE POSITION



Sharm El Sheikh accueille du 6 au 18 novembre 2022 la 27ème conférence des Nations Unies sur les changements climatiques. Cette COP 27, qui se tient en terre africaine, présente un espoir pour les communautés et collectivités territoriales des pays les plus vulnérables de faire progresser une mise en œuvre ambitieuse de l'Accord de Paris de manière globale, inclusive et équitable.

L'urgence et la vulnérabilité particulière de l'Afrique

La situation de l'Afrique mérite tout de même une attention particulière, car elle ne contribue qu'à hauteur de 4 % au total des émissions mondiales de gaz à effet de serre, (pour plus de 17 %¹ de la population mondiale). Au même moment, son développement est menacé par la crise climatique, et qu'elle est confrontée à d'énormes défis d'adaptation, à des pertes et dommages croissants, et à un manque de financement réel pour renforcer la résilience des communautés affectées par les catastrophes climatiques.

Le 6e rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) fait état d'un avenir inquiétant en termes d'impacts pour le continent africain. Dans le cadre du processus de la CCNUCC, le groupe des négociateurs africains cherche d'ailleurs depuis longtemps à faire reconnaître les besoins spécifiques et les circonstances particulières de l'Afrique dans les négociations et notamment dans le cadre de l'accord de Paris. Un tel statut est lié aux priorités mondiales de financement de l'adaptation aux changements climatiques.

L'année 2022, pourrait marquer le début d'une ère pour l'Afrique en faisant progresser une approche de planification climatique intégrée et de transition énergétique centrée sur les populations et le développement.

Pour le continent, l'urgence climatique est une réalité quotidienne et nécessite une action rapide pour maintenir l'objectif de limiter le réchauffement climatique à moins de 2°C, voire 1,5°C.

Il faut pour cela que les pollueurs historiques fassent « leur juste part » et réduisent drastiquement les émissions de gaz à effet de serre (GES) tout en soutenant le continent dans ses transitions sectorielles justes et équitables, en améliorant rapidement la capacité d'adaptation et en s'acquittant de leur obligation morale de remédier aux pertes et dommages.

Alors que la Conférence des Parties sur les changements climatiques se déroule sur le continent africain, c'est l'occasion dédiée de s'assurer que cette COP 27 puisse répondre aux besoins des personnes vulnérables en garantissant des résultats solides en matière de financement, d'atténuation, d'adaptation et de pertes et dommages, mais également de transition énergétique juste. Il est essentiel d'obtenir des résultats dans tous ces domaines, car étant nécessaires pour la génération actuelle et future de la population africaine.

Accroître le financement du climat et en faciliter l'accès pour relever les nouveaux défis

Malgré les besoins élevés - l'Afrique devra investir environ 200 milliards de dollars par an d'ici à 2025 et près de 400 milliards de dollars par an d'ici à 2030 pour faire face aux changements climatiques² – et malgré les engagements dans le cadre de la Convention, les financements continuent de faire défaut dans quasiment l'ensemble des pays en développement. L'Afrique est trop souvent le parent pauvre des bailleurs. De ce fait, le déficit de financement va souvent de pair avec la difficulté de relever les défis croissants en lien avec les changements climatiques au niveau du continent. Et depuis les engagements pris à Copenhague en 2009, les pays en développement n'ont toujours pas apporté de visibilité sur les financements climat promis. Les pays du Sud attendent des nations développées le respect de leurs engagements, c'est-à-dire mobiliser les 100 milliards de dollars américains promis par an d'ici à 2020. Celles-ci doivent clarifier comment et quand cet objectif va être atteint, et démontrer que les financements publics représentent une majorité et une partie croissante des 100 milliards.

Nos attentes sur les questions de financement à la COP 27

- Avoir une feuille de route claire sur la mobilisation des 100 milliards de dollars
- Faire des progrès substantiels pour combler le déficit financier pour la période 2020-2025

Faire de l'adaptation une priorité

L'augmentation de l'intensité et de la fréquence des changements climatiques a un impact direct sur les populations les plus vulnérables et leur développement. Parmi les 5 pays les plus vulnérables³ aux changements climatiques, quatre sont africains. Il est plus qu'urgent de mettre en œuvre des mesures d'adaptation climatique dans ces régions particulièrement vulnérables, en appréhendant les changements climatiques non pas comme un simple problème technique dû aux émissions de GES, mais comme un phénomène aux conséquences politiques et sociétales.

Selon le rapport 2021 du PNUE sur le déficit d'adaptation⁴, le coût de l'adaptation pourrait atteindre 500 milliards de dollars par an d'ici 2050. Ainsi il est impératif que la COP 27 réponde - enfin - aux besoins d'adaptation des pays les plus vulnérables et garantisse ainsi leur accès

1- <https://www.donneesmondiales.com/afrique/index.php>

2- <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2022/02/08/the-criticality-of-climate-finance-for-africa/>

3- <https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2022/09/Rapport-Oxfam-France-La-faim-dans-un-monde-qui-se-rechauffe-1.pdf>

4- Le Rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation 2021 : la tempête qui se prépare

à un développement résilient. Comment ? Faire de l'adaptation un pilier de la lutte contre les changements climatiques et soutenir financièrement les pays en développement, particulièrement les moins avancés et les pays africains. En particulier, il demeure important voire nécessaire de simplifier les procédures d'accès aux fonds destinés à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation (PNA) ainsi que les plans et programmes d'adaptation conçus par les communautés et collectivités territoriales.

La COP 27 doit considérer l'adaptation comme une grande cause climatique. Elle devrait être le moment de suivre la mise en œuvre de l'engagement des pays développés à doubler la fourniture de financement climatique pour l'adaptation aux pays en développement, à partir des niveaux de 2019 d'ici 2025, et de fournir un plan de livraison qui clarifie la manière dont l'objectif sera atteint et surveillé. Il serait essentiel d'accroître la prévisibilité du financement de l'adaptation.

Ainsi, en ce qui concerne le financement de l'adaptation, il est nécessaire que la COP 27 présente un plan de mise en œuvre transparent montrant les progrès accomplis vers l'objectif de doublement du financement en 2025, et en particulier les fonds alloués aux programmes nationaux. Les changements climatiques représentent l'une des injustices les plus importantes de notre époque, de fait, et la question de l'adaptation devient une « question de survie ». Renforcer les capacités, décentraliser les financements climatiques, et impliquer les communautés locales dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques permettraient de renforcer leur résilience.

Sénégal : Ibou Diop 56 ans pêcheur

Je suis pêcheur artisanal, j'ai acquis mon matériel par l'intermédiaire d'un prêt de la mutuelle des pêcheurs. Mon équipage était composé de deux de mes fils et de mon neveu. Mais lors de la dernière vague de voyages clandestins vers l'Espagne il y a deux ans, j'ai perdu mes deux fils et mon armement (pirogue et moteur) bradé pour prendre en charge les frais de leur voyage. Ils ne sont jamais arrivés à destination puisque naufragés. Les changements climatiques sont un démultiplicateur de vulnérabilités : nos captures se raréfient et il faut aller de plus en plus loin pour en trouver. La pêche artisanale est presque morte et la pratique est de plus en plus risquée avec les phénomènes climatiques graves et répétés. Ma vie n'est que désespoir aujourd'hui.

Niger : Alzouma Himero 60 ans, président du groupement communautaire Bonferey de Tilabery

A Bonferey, nous avons réduit les inondations et renforcé l'adaptation de notre communauté face aux changements climatiques grâce à l'initiative FERI- FERI de restauration de la colline dégradée. Il est important de soutenir financièrement les organisations locales porteuses d'actions d'adaptation pour améliorer la résilience des communautés à mieux faire face aux chocs climatiques et aux pertes et dommages.

Nos attentes pour l'adaptation à la COP 27

- Les pays développés doivent doubler les financements de l'adaptation par rapport au niveau de 2019 d'ici 2025
- Faciliter l'accès au financement de l'adaptation avec des procédures simplifiées et accessibles
- Faire des progrès substantiels pour l'opérationnalisation de l'objectif Global de l'adaptation d'ici la COP 28
- Faire du GGA (global goal of adaptation) un point permanent de l'ordre du jour de la COP/CMA et des SB, afin de garantir que l'adaptation dispose de l'espace politique
- Accélérer l'élaboration et la mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation (PAN)
- Fournir les ressources nécessaires à l'opérationnalisation des plans d'adaptation élaborés par les communautés et collectivités territoriales.

Des financements pour les pertes et dommages

Alors que les pertes et dommages se produisent partout dans le monde (comme en témoignent les incendies et les inondations aux États-Unis et dans l'Union européenne), ce sont les personnes les plus vulnérables, dont la capacité de réaction est limitée, qui sont les plus touchées. Nous l'avons constaté très récemment au Pakistan, où 33 millions de personnes ont été touchées par des inondations dévastatrices. En Afrique, la sécheresse frappe la Corne de l'Afrique depuis des longs mois et menace la vie de plus de 20 millions de personnes dont certaines sont obligées de quitter leur région. L'Afrique australe a été également touchée par une tempête ayant fait des milliers de victimes au Malawi, au Mozambique et à Madagascar. De nombreux pays du Sahel souvent affectés par la sécheresse ont paradoxalement connu aussi des inondations dévastatrices affectant des millions de personnes et détruisant de millions d'hectares de terres cultivées.

En l'absence de financement prévisible et adéquat pour faire face aux pertes et aux dommages, la charge retombe sur les communautés, car l'échelle de financement pour répondre à ces catastrophes et à leurs conséquences n'est pas adaptée. Selon des projections « les coûts des pertes et dommages sont estimés entre 290 et 580 milliards de dollars par an dans les pays en développement d'ici à 2030, et jusqu'à 1 700 milliards en 2050 »⁵. Ce chiffre ne tient pas compte des pertes non économiques, qui englobent la perte de cultures, de biodiversité, de territoire, etc. L'architecture financière du climat ne prévoit actuellement aucun financement pour faire face aux pertes et dommages, il urge d'y remédier.

Ghana- Ada Felix Best Agorvor : 38ans

Les pertes et les dommages causés par les changements climatiques ne peuvent être quantifiés. À Ada - Akplabanya, une maison, que nous appelons chez nous, une grande maison familiale pour les activités familiales telles que les funérailles, les réunions, etc., a été submergée par la mer. Notre communauté a presque tout perdu, nos moyens de subsistance détruits, les autres activités économiques également. Nous ne pouvions plus rester là-bas pour aller pêcher et exercer notre métier. En outre, d'autres activités économiques telles que l'agriculture se sont arrêtées, car les terres agricoles ont été emportées par la mer et les inondations obligeant la plupart d'entre nous à s'aventurer dans un autre secteur de l'économie. Les changements climatiques ne sont plus une fiction, c'est une réalité quotidienne, même les routes reliant nos communautés et nos centres commerciaux sont toutes délabrées, certaines ont été complètement emportées. Les efforts doivent être coordonnés pour aider ces communautés locales.

Nos attentes sur les pertes et dommages à la COP 27

- Mettre en place un mécanisme de financement efficace et souple pour les pertes et les dommages
- Établir les dispositions institutionnelles pour le réseau de Santiago

Opérationnalisation des Plans d'Action Technologiques

La COP 27 constituera certainement pour les Africains une opportunité pour soulever davantage la problématique récurrente de l'appui financier nécessaire que les Entités Nationales Désignées (END, points focaux du CTCN) des PMA ne cessent de réclamer pour assurer leur fonctionnement et ainsi de contribuer plus efficacement à la mise en œuvre de l'action climatique au niveau national et accessoirement assurer leur fonctionnement. Il demeure particulièrement essentiel pour la COP 27 de conclure des décisions permettant d'opérationnaliser les Plans d'Action Technologiques (PAT) élaborés dans le cadre du processus de l'Évaluation des Besoins en Technologies (EBT). En outre, le développement d'un système national d'innovation basée sur les technologies endogènes est plus que nécessaire pour assurer un développement résilient et sobre en Afrique.

Nos attentes sur les questions de développement et de transfert de technologies à la CoP27

Fournir les ressources nécessaires à la mise en œuvre des plans d'action technologique (PAT/EBT)

Développer le système national d'innovation en assurant un fonctionnement optimal des entités nationales désignées (END)

Soutenir la collaboration sud-sud de façon à valoriser davantage les technologies endogènes



5- <https://www.novethic.fr/actualite/environnement/climat/isr-rse/COP-27-le-financement-des-pertes-et-dommages-au-c-ur-des-negociations-151124.html>



Team ENDA ENERGIE à la #COP27



Secou Sarr

Directeur ENDA ENERGIE
@secou_sarr



Aïsatou Diouf

Responsable des politiques
internationales et du plaidoyer
@aissatou_diouf



Ibra Seck Cassis

Chargé de communication
@manaibra



Emmanuel S. Seck

Coordinateur de programmes
@EmmanuelSobel



Nathalie Koffi

Chargée de communication
@KoffiNathalie



Samba Fall

Responsable du Climat
et transition systémique
@falsamb



Maimouna Diouf

Chargée de programme
et Point focal Genre
@Maimoun35581906



Libasse Ba

Conseiller Technique
@endaenergylinks

Suivez-nous via #CapCop27 #EndaCop27

🏠 54, rue Carnot, BP 3370, Dakar, Sénégal
☎ (+221) 33 822 24 96 ou (+221) 33 822 59 83
📠 Fax : (+221) 33 821 75 95
✉ enda.energy@endaenergie.org
🌐 www.endaenergie.org

f Enda Energie

📷 @endaenergie

🐦 @endaenergylinks

🌐 Enda Energie